

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Un-appel-a-la-greve-generale-inegalement-suivi-a-Haiti>

Un appel à la grève générale inégalement suivi à Haïti

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 25 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Agence France-Presse

Port-au-Prince

Le vendredi 24 janvier 2003

Les activités étaient considérablement réduites vendredi à Port-au-Prince, suite à un mot d'ordre de grève générale lancé par 184 organisations de la société civile dont le patronat du pays, a constaté l'AFP.

Cette grève entendait sanctionner la politique du président Jean Bertrand Aristide.

Dans la capitale, la plupart des écoles, des grands magasins, les stations service, une grande partie des banques privées, l'industrie de sous-traitance ne fonctionnaient pas. Mais l'administration, les banques d'État, la plupart des petits commerces et une bonne partie des transports publics travaillaient.

Dans les principales villes de province, la grève a été inégalement suivie.

Au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays à 260 km au nord de la capitale, les écoles étaient fermées comme les grands magasins et les banques privées, alors que le commerce populaire et les transports publics interurbains tournaient au ralenti, selon un correspondant local.

La situation était sensiblement la même aux Gonaïves (à 152 km au nord-ouest de la capitale) et dans une moindre mesure aux Cayes, troisième métropole d'Haïti à 200 km au sud-ouest de Port-au-Prince, selon les mêmes sources.

Aucun incident n'a été signalé dans les premières heures de la matinée. Des patrouilles de police étaient visibles dans la capitale et les autres villes.

Le mot d'ordre de grève de 184 organisations représentant une douzaine de secteurs vitaux de la société haïtienne avait reçu l'aval des deux principaux rassemblements de l'opposition, la Convergence démocratique rassemblant les socialistes, plusieurs partis de gauche, des centristes et une partie de la droite, et l'Union patriotique de l'ancien président démocrate chrétien Leslie Manigat (1988).

Ce dernier a appelé jeudi le groupe des 184 à demander à son tour le départ du président Jean Bertrand Aristide, déjà réclamé par la Convergence et l'Union patriotique.

Le président pour sa part, a écarté toute idée de démission, prônant la tenue d'élections législatives en 2003, auxquelles refuse jusqu'à présent de participer l'opposition toutes tendances confondues.

Le groupe des 184 a pour sa part dénoncé l'insécurité, les persécutions contre la presse et le non-désarmement des groupes armés, ainsi que la mauvaise gestion politique, sociale et économique du pays.

Le pouvoir a réagi avec irritation, le premier ministre Yvon Neptune qualifiant les secteurs patronaux de « putchistes » et « d'exploiteurs » de la population.

Le président de la Chambre des députés, Rudy Hérivaux, a dénoncé une grève « ridicule » émanant « d'organisations fantômes et bidons ».

Un appel à la grève générale inégalement suivi à Haïti

Le premier ministre avait averti que les fonctionnaires seraient sanctionnés en cas d'absence non motivée à leur travail.

Post-scriptum :

Cyberpresse